Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article967

Visite de Sarkozy en Guadeloupe : Interviews d'Elie Domota

- Dossier spÃ©cial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 25 juin 2009

Mis Ã jour le : jeudi 25 juin 2009

UGTG.org

Â« La venue de ce dont Sarkozy est le nom, vous la ressentez comme un coup que cette chose vous porte, la chose probablement immonde dont le petit Sarkozy est le serviteur. Â » Alain Badiou : De quoi Sarkozy est-il le nom ? - Page 28

Probablement en guise de rÃ©ponse Ã notre exigence de vÃ©ritÃ© sur les massacres de Mai 1967 Ã Pointe Ã Pitre par des militaires franÃ§ais, la venue de Sarkozy aura Ã©tÃ© prÃ©cÃ©dÃ© du dÃ©ploiement de plus de 1200 hommes armÃ©s...

[{JPEG}]

I - Le Parisien : Guadeloupe : Domota maintient la pression

Nicolas Sarkozy avait promis de venir en GuadeloupeÂ« dÃ¨s que le calme serait revenu Â » ? Est-ce le cas ?

Les premiÃ¨res personnes qui annoncent pour lâEuros"instant son arrivÃ©e sont les escadrons de gendarmerie qui viennent de dÃ©barquer. Si le climat Ã©tait si fiable, je me demande pourquoi envoyer 1 200 gendarmes supplÃ©mentaires en Guadeloupe !

Rencontrerez-vous le prÃ©sident ?

Aucune invitation ne nous a Ã©tÃ© faite.

Donc, vous ne le rencontrerez pasâEuros¦

A priori non.

OÃ¹ en est lâEuros"application des accords dits Jacques Bino ?

LâEuros"Etat et le Medef veulent revenir sur ces accords signÃ©s le 4 mars. LâEuros"arrÃªtÃ© dâEuros"extension de lâEuros"accord salarial pris par Brice Hortefeux le 3 avril a remis en cause la pÃ©rennitÃ© de lâEuros"augmentation de 200 â ¬ au-delÃ de trois ans, ce qui instaure une disparitÃ© entre les salariÃ©s en Guadeloupe et une distorsion de concurrence entre les employeurs. Le gouvernement fait une fois de plus allÃ©geance au Medef, alors que les partenaires sociaux avaient trouvÃ© un compromis. De plus, le RSTA (NDLR : revenu supplÃ©mentaire temporaire dâEuros"activitÃ©) mis en place par lâEuros"Etat pour contribuer, Ã hauteur de 100 â ¬, Ã lâEuros"augmentation des salaires sâEuros"avÃ¨re Ãªtre un mÃ©canisme dâEuros"une complexitÃ© insurmontable pour ceux qui devraient en profiter. Tout est fait pour dÃ©courager les GuadeloupÃ©ens.

CâEuros"est pour cela que vous avez appelÃ© Ã une semaine de mobilisation au moment de la visite du prÃ©sident ?

Oui, mais pas seulement. Nous voulons aussi protester contre la rÃ©pression judiciaire actuellement en cours contre

les travailleurs qui ont participÃ© Ã la mobilisation. MÃªme nos avocats sont convoquÃ©s au tribunal pour Ãªtre mis en examen ! On peut Ã©galement parler de rÃ©pression sociale : les trois plus grands hÃ´tels de lâEuros"Ã®le ont fermÃ©, ce qui a jetÃ© Ã la rue 752 salariÃ©s, dans le silence complice de lâEuros"Etat et des Ã©lus. De plus, lâEuros"Etat veut autoriser la mise en place de pompes automatiques dans les stations-service, ce qui entraÃ®nerait le licenciement de 1 500 personnes. Cette rÃ©pression sociale se manifeste encore par des fermetures dâEuros"entreprises de la part dâEuros"employeurs qui se disent en difficultÃ©, alors quâEuros"ils ne payent pas leurs cotisations sociales depuis des annÃ©es.

Il y a eu quand mÃªme des avancÃ©esâEuros¦

Certes, les prix de certains produits ont baissÃ©, ceux de lâEuros"eau et des loyers sont gelÃ©s, mais on constate que lâEuros"Etat et les patrons sont en train de sâEuros"organiser pour revenir Ã la situation antÃ©rieure.

Quelles formes prend la mobilisation ?

Il y a un certain nombre de conflits qui perdurent : par exemple, les pompiers de lâEuros"aÃ©roport sont en grÃ¨ve depuis le 17 dÃ©cembre. Depuis la signature du protocole, le 4 mars, les grÃ¨ves nâEuros"ont en fait jamais cessÃ©. Cette semaine, nous nous mobilisons autour des diffÃ©rents conflits. Tout cela sera ponctuÃ© par une grande manifestation samedi dans les rues de Pointe-Ã -Pitre.

Lundi, Ã Versailles, Nicolas Sarkozy a Ã©voquÃ©, Ã propos de lâEuros"outre-mer, la question de lâEuros"Ã©galitÃ©, et a promis de dÃ©gager des moyensâEuros¦

JâEuros"ai entendu cela, mais câEuros"est en totale contradiction avec les dÃ©cisions qui sont prises en Guadeloupe, dâEuros"autant que la discrimination raciale Ã lâEuros"embauche ne fait que sâEuros"accentuer contre les GuadeloupÃ©ens. Ce que dit Sarkozy, ce ne sont que des discours. Dans la rÃ©alitÃ©, rien nâEuros"a changÃ©, bien au contraire.

Ne regrettez-vous pas dâEuros"avoir refusÃ© de participer aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux sur lâEuros"outre-mer ?

Les seules personnes qui se fÃ©licitent peut-Ãªtre de ces Ã©tats gÃ©nÃ©raux, ce sont le prÃ©fet, le coordinateur et quelques membres du gouvernement. Ces Ã©tats gÃ©nÃ©raux sont un Ã©chec total. Les GuadeloupÃ©ens ne savent mÃªme pas de quoi il sâEuros"agit. CâEuros"est un dÃ©bat de bureaucrates et dâEuros"experts. Pour cacher la vÃ©ritÃ©, on va dire que cela a Ã©tÃ© la plus grande consultation qui a jamais existÃ© sur lâEuros"outre-mer. Il faut arrÃªter de se moquer des gens : sâEuros"il y a autant de mÃ©contentement, câEuros"est parce que rien nâEuros"est fait pour permettre aux GuadeloupÃ©ens de sâEuros"expliquer librement.

Vous ne souhaitez pas bienvenue Ã Nicolas Sarkozy ?

Il est prÃ©sident, il fait ce quâEuros"il veut de son agendaâEuros¦

Source : Le Parisien : Guadeloupe : Domota maintient la pression
Propos recueillis par Philippe Martinat
24.06.2009

II - L'Express - Domota : "Nous n'avons pas Ã©tÃ© invitÃ©s Ã rencontrer Sarkozy"

Quelle est la situation aujourd'hui en Guadeloupe Ã 48 heures de l'arrivÃ©e de Nicolas Sarkozy ?

De nombreux conflits se poursuivent depuis plusieurs mois. L'accord du 5 mars n'a rien rÃ©glÃ©. D'ailleurs, celui-ci a Ã©tÃ© amputÃ© d'une de ses principales dispositions par Brice Hortefeux, lorsqu'il Ã©tait ministre du Travail. Le protocole d'extension de l'accord Bino, qui prÃ©voit une prime de 200 euros pour les salariÃ©s modestes, ne dit pas qui prendra en charge, dans trois ans, la part de l'Etat. Aujourd'hui, on nous dit que les entreprises ne savent pas oÃ¹ elles en seront dans trois ans et qu'elles ne peuvent donc pas s'engager.

Que demandez-vous aujourd'hui et qu'attendez-vous de la visite de Nicolas Sarkozy ?

Nous refusons que l'Etat et les entreprises reviennent sur leurs engagements. Pour nous faire entendre, nous organisons samedi, Ã Pointe-Ã -Pitre, une grande manifestation. Quant Ã la visite de Nicolas Sarkozy, je pense que le plus important, c'est d'apporter une rÃ©ponse aux problÃ¨mes des GuadeloupÃ©ens. Aujourd'hui, plus de 700 salariÃ©s dans l'hÃ´tellerie sont menacÃ©s de licenciements. Un millier d'autres pourraient perdre leur emploi si l'on dÃ©cide effectivement d'automatiser les stations-services. Tous ces sujets restent sans rÃ©ponse.

Allez-vous rencontrer Nicolas Sarkozy durant son passage en Guadeloupe ?

Aucune invitation ne m'a Ã©tÃ© adressÃ©e. De toute faÃ§on, depuis plusieurs semaines, l'Etat nous Ã©vite. Lorsqu'une mission parlementaire s'est rendue sur l'Ã®le, nous n'avons rencontrÃ© personne.

L'ElysÃ©e affirme qu'elle vous a bien contactÃ© ces derniers jours...

C'est faux. Je maintiens ce que j'ai dit.

Il n'y aura donc aucune rencontre ?

Non.

Source : L'Express : Domota : "Nous n'avons pas Ã©tÃ© invitÃ©s Ã rencontrer Sarkozy"
Par Matthieu Deprieck,
PubliÃ© le 24/06/2009

III - Le Monde : Elie Domota : "Nous n'attendons rien de la visite de Nicolas Sarkozy aux Antilles"

Sur la venue de Sarkozy :

Sarkozy a annoncÃ© une visite, on ne sait mÃªme pas Ã quelle heure il arrive, on ne sait mÃªme pas oÃ » il va... On verra donc bien... Mais nous n'avons aucune attente particuliÃ¨re...

Sur la situation en Guadeloupe :

Apparemment, la situation sociale de la Guadeloupe n'a pas l'air d'Ãªtre la prioritÃ© [pour l'Ã©tat].

Sur l'invitation de Sarkozy Ã une rencontre dans le cadre des Ã©tats gÃ©nÃ©raux :

Nous ne savons ce que c'est que ces Ã©tats gÃ©nÃ©raux... Nous ne voyons pas pourquoi nous serions invitÃ©s Ã une rÃ©union dont nous ne connaissons ni la teneur ni quoi que ce soit...

Pendant 44 jours nous n'avons pas cessÃ© de nous mobiliser sur la situation en Guadeloupe. Alors si c'est seulement aujourd'hui qu'on entend ou qu'on entendrait [de la bouche de Sarkozy] que les choses vont changer, alors ce serait surprenant.

Source sonore : Le Monde : Elie Domota : "Nous n'attendons rien de la visite de Nicolas Sarkozy aux Antilles" 24.06.09

IV - Le Journal du Dimanche : Elie Domota : "On cherche Ã torpiller notre accord"

Quel bilan tirez-vous des quarante-quatre jours de grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale en Guadeloupe ?

Il s'est passÃ© quelque chose d'historique. Ce n'est pas le LKP qui le dit, mais les journalistes d'Al-Jazira et de la tÃ©lÃ© japonaise, qui sont venus filmer les Ã©vÃ©nements. Ou les syndicalistes, les sociologues amÃ©ricains, qui nous invitent Ã des congrÃ¨s aux Etats-Unis. Pendant la grÃ¨ve, les GuadeloupÃ©ens ont montrÃ© Ã quel point ce petit pays Ã©tait dynamique et dÃ©terminÃ© Ã Ã©tablir de nouveaux rapports sociaux.

Selon de nombreux chefs d'entreprise, le conflit a mis l'Ã©conomie de l'Ã®le Ã genoux. Vous sentez-vous responsable de ce dÃ©sastre ?

Pour l'instant, aucun chiffre officiel ne vient confirmer ces accusations. Le chÃ´mage a trÃ¨s peu augmentÃ©. Les entreprises qui ferment leurs portes aujourd'hui auraient cessÃ© leur activitÃ© mÃªme si le conflit n'avait pas eu lieu. En France, on annonce chaque jour de nouvelles fermetures, comment imaginer que la Guadeloupe soit Ã©pargnÃ©e par la crise mondiale ? Actuellement, plusieurs hÃ´tels ont fermÃ©, non parce qu'ils n'ont pas de clients, mais parce que leurs patrons ne veulent pas accorder d'augmentations aux salariÃ©s.

Comment se dÃ©roule l'application de l'accord du 4 mars conclu avec le patronat ?

La situation est trÃ¨s contrastÃ©e. D'un cÃ´tÃ©, nous avons obtenu une trÃ¨s belle victoire, puisque nous avons signÃ© de nombreux accords dans les entreprises et que 50 000 salariÃ©s bÃ©nÃ©ficient d'importantes augmentations de salaires, jusqu'Ã 200 euros pour les bas salaires, ce qui Ã©quivaut de fait Ã la crÃ©ation d'un smic Ã 1 500 euros. Mais l'Etat, cÃ©dant sans doute Ã la pression du Medef, qui n'a pas digÃ©rÃ© notre victoire, cherche Ã torpiller l'accord, et 30 000 autres salariÃ©s du privÃ© devront se contenter de moindres avantages. On instaure un marchÃ© du travail Ã deux vitesses, c'est inadmissible.

Autre Ã©chec : au supermarchÃ©, les prix n'ont pas baissÃ©...

Le prix du gaz et celui de l'essence ont diminuÃ©, mais c'est vrai que de nombreux points du protocole d'accord sont foulÃ©s au pied. Les produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©, dont les prix ont baissÃ© en vertu de l'accord du 4 mars, ont disparu des rayons !

Pourquoi refusez-vous de participer aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux organisÃ©s par le gouvernement ?

Ces Ã©tats gÃ©nÃ©raux sont un leurre. Le gouvernement a dÃ©jÃ en tÃªte une politique pour les DOM dans les prochaines annÃ©es. Tout est dÃ©cidÃ© Ã Paris mais on cherche une caution populaire. Il faut prendre le temps d'aller au fond des choses pour changer radicalement le systÃ¨me.

De nombreux GuadeloupÃ©ens estiment que vous posez les bonnes questions mais sans proposer de rÃ©ponses. Le LKP participera-t-il aux rÃ©gionales l'an prochain ?

Ce n'est pas notre vocation. Nous sommes un mouvement associatif et syndical. Mais notre forte audience s'explique par le fossÃ© grandissant entre le peuple et les Ã©lus guadeloupÃ©ens, qui ne pensent pas Ã l'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral mais Ã leur rÃ©Ã©lection.

Allez-vous rencontrer le prÃ©sident de la RÃ©publique la semaine prochaine ?

Pour l'instant, je n'ai reÃ§u aucun appel. Mais nous l'attendons de pied ferme en organisant une manifestation samedi Ã Pointe-Ã -Pitre.

Source : JDD : Elie Domota : "On cherche Ã torpiller notre accord"
Propos recueillis par Anne-Laure BARRET
Le Journal du Dimanche, jeudi 25 juin 2009

V - Les matins de France Info avec CÃ©line Bayt-Darcourt : Elie Domota : Pour ne pas nous voir, c'est bien aux Ã©tats-gÃ©nÃ©raux qu'il faut nous inviter...

Qu'est ce que vous attendez de la visite de Nicolas Sarkozy ?

Nous n'avons pas planifiÃ© de demande particuliÃ¨re. M. Sarkozy avait annoncÃ© sa visite en Guadeloupe et en Martinique. Nous sommes toujours sur la brÃ¨che : il y a toujours un certain nombre de problÃ¨mes qui ne sont pas rÃ©glÃ©s, il y a des grÃ¨ves qui continuent... Donc nous nous battons pour l'application pleine et entiÃ¨re des accords : de l'accord du 4 mars 2009, de l'accord salarial Jacques BINO, des accords d'entreprise ; et puis sur plein d'autres choses qui ont Ã©tÃ© nÃ©gociÃ©es et qui ne sont pas respectÃ©es par les patrons ou mÃªme par l'Ã©tat.

Les prix des produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ© par exemple devaient baisser. Est-ce que c'est le cas ?

Il y a 1400 produits qui ont connu une baisse des prix, mais dans le mÃªme temps on constate que dans les rayons il y a des produits qui manquent ou qu'il y a d'autres produits qui ne sont pas sur les listes de baisse et qui ont connu des augmentations faramineuses...
On voit aussi une rÃ©pression sociale qui est instaurÃ©e notamment dans l'hÃ´tellerie : notamment au Gosier, il y a trois grands hÃ´tels qui ont fermÃ©, jetant Ã la rue 750 salariÃ©s [l'Ã©quivalent de 120 000 salariÃ©s en France]. Et lÃ on n'entend ni les Ã©lus ni l'Ã©tat. Il y a Ã©galement pas mal de camarades convoquÃ©s ces jours-ci devant les tribunaux suite au mouvement de grÃ¨ve de 44 jours.
On peut donc dire qu'il y a une volontÃ© de l'Ã©tat et du patronat de revenir Ã l'avant 20 janvier 2009.

Ne regrettez-vous pas de boycotter ces Ã©tats-gÃ©nÃ©raux de l'Outre Mer [destinÃ©s Ã] faire avancer les choses ?

Je ne pense pas que ce soit des Ã©tats gÃ©nÃ©raux pour faire avancer les choses. Il s'agit ni plus ni moins de chercher une caution populaire pour valider des dÃ©cisions qui ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es et validÃ©es Ã Paris. Et d'ailleurs les thÃ¨mes qui ont Ã©tÃ© abordÃ©s sont ceux qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par le prÃ©sident de la rÃ©publique franÃ§aise ; notamment "la gouvernance" qui n'a jamais Ã©tÃ© une prÃ©occupation du LKP pendant les 44 jours.
En fin compte il s'agit de trouver une caution populaire et de permettre Ã L'UMP de se refaire une santÃ© en Guadeloupe.

Allez vous rencontrer Nicolas Sarkozy au cours de sa visite en Guadeloupe ?

Pour l'heure non ; puisqu'aucune invitation ne nous a encore Ã©tÃ© faite.

Il vous a conviÃ© aux Ã©tats-gÃ©nÃ©raux, quand mÃªme...

Nous avons dÃ©jÃ donnÃ© notre position sur les Ã©tats-gÃ©nÃ©raux... Donc pour ne pas nous voir, c'est bien lÃ qu'il faut nous inviter...

Qu'avez vous prÃ©vu pour l'accueillir ? Des manifestations ???

Non, non... Ce n'est pas monsieur Sarkozy qui organise nos luttes. Toute cette semaine nous axons nos luttes sur la rÃ©solution des conflits en cours. Donc tous ces jours-ci nous organisons des meetings et le renforcement des piquets de grÃ¨ve pour avoir gain de cause sur l'ensemble des points de revendications qui sont posÃ©s. Avec en fin de samedi une grande manifestation dans les rues de Pointe Ã Pitre.

C'est cette semaine seulement, ou alors vous voulez relancer le mouvement de protestation comme au dÃ©but de l'annÃ©e ?

Mais nous n'avons jamais cessÃ©... Depuis la signature du protocole le 4 mars, il y a en moyenne chaque semaine pas moins de 15 Ã 20 entreprises en grÃ¨ve. Aujourd'hui, il en reste toujours une bonne dizaine d'entreprises en grÃ¨ve. Et toujours autour des mÃªmes difficultÃ©s : l'application de l'accord salarial Jacques BINO.
Il faut savoir que sur 80 000 salariÃ©s Ã©ligibles, il y a environ aujourd'hui plus de 50 000 salariÃ©s qui sont couverts par la clause de convertibilitÃ© qui garantit le maintien des 200 euro au delÃ de 3 ans, qui garantit la prise en charge de ces 200 euro par l'employeur au delÃ donc de ces trois ans. Et il y a 30 000 personnes qui malheureusement n'en bÃ©nÃ©ficient pas en raison de la suppression de cette clause de convertibilitÃ© par l'arrÃªtÃ© d'extension pris par M. Hortefeux. Cela veut dire que les employeurs ne sont pas obligÃ©s de pÃ©renniser ces 200 euro.

Il y a donc une vÃ©ritable discrimination salariale au niveau des travailleurs ; mais Ã©galement une distorsion de concurrence au niveau des employeurs : ceux qui prennent en charge les 200 euro se trouvent lÃ©sÃ©s par rapport aux autres qui s'y refusent.

Et lÃ c'est quelque chose qui est en net dÃ©calage par rapport aux propos de M. Sarkozy lors du CongrÃ¨s de lundi dernier [Ã Versailles] ; oÃ¹ il disait qu'il y a encore des problÃ¨mes Ã rÃ©gler en "outre Mer". Mais dans la rÃ©alitÃ© le gouvernement prend des positions qui ne sont pas du tout justifiÃ©es ni justifiables en outre Mer.

Nicolas Sarkozy sera accompagnÃ© de sa toute nouvelle secrÃ©taire d'Ã©tat Ã l'Outre Mer... C'est la GuadeloupÃ©enne marie Luce Penchard. C'est un bon choix ? Qu'est ce que vous en pensez ?

Ce qui nous importe aujourd'hui ce sont les rÃ©ponses aux problÃ¨mes qui sont posÃ©s. Alors que ce soit Mme Penchard ou une autre personne, ce qui est important pour nous ce sont les rÃ©ponses aux revendications, les rÃ©ponses par rapport Ã l'application pleine et entiÃ¨re de l'accord salarial Jacques BINO - que le gouvernement revienne sur le retrait de la clause de convertibilitÃ©.
C'est le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes, c'est le maintien des emplois de le secteur de l'hÃ´tellerie et la rÃ©ouverture des hÃ´tels ; c'est aussi le maintien des emplois dans le secteur des produits pÃ©troliers.
C'est la revalorisation des minima sociaux pour les personnes Ã¢gÃ©es, pour les personnes handicapÃ©es, pour les chÃ´meurs et les Ã©rÃ©mistes... Et la poursuite des nÃ©gociations sur d'autres thÃ¨mes ; notamment sur la pollution des sols au chlordÃ©cone, sur la gestion des dÃ©chets et sur la production locale, par exemple...
Alors, peut importe la personne qui sera lÃ ...

Source : Les matins de France Info : Elie Domota : Pour ne pas nous voir, c'est bien aux Ã©tats-gÃ©nÃ©raux qu'il faut nous inviter...
Interview rÃ©alisÃ©e par CÃ©line Bayt-Darcourt
France Info, 25 juin 2009

VI - Europe 1 : Nicolas Sarkozy en tournÃ©e aux Antilles

Sur la situation en Guadeloupe Ã l'occasion de la visite de Sarkozy :

Les grÃ¨ves n'ont pas cessÃ© depuis la signature du protocole le 4 mars dernier. La visite de M. Sarkozy met encore une focale sur la Guadeloupe ; mais les mobilisations perdurent depuis plusieurs mois. Donc cette semaine encore nous sommes mobilisÃ©s pour obtenir gain de cause sur l'ensemble des revendications qui sont posÃ©es et notamment sur les accords salariaux qui ne sont pas respectÃ©s.

Nous avons longuement et attentivement Ã©coutÃ© le discours de M. Sarkozy lundi dernier devant le CongrÃ¨s rÃ©uni Ã Versailles... Et tout ce qu'il a dit est en totale contradiction avec les dÃ©cisions prises par l'Ã©tat sur le terrain en Guadeloupe.

Est-ce que vous allez rencontrer le prÃ©sident ?

Aucune invitation n'a Ã©tÃ© faite au LKP.

C'est l'inverse de ce que dit l'ElysÃ©e. L'ElysÃ©e dit que vous avez bien Ã©tÃ© invitÃ© Ã plusieurs reprises ces derniers jours, tout comme les autres responsables du LKP.

C'est faux, c'est un mensonge. Le LKP n'a jamais Ã©tÃ© invitÃ©. J'ai reÃ§u ce matin un coup de tÃ©lÃ©phone du prÃ©fet me demandant si je souhaitais qu'il m'adresse une invitation pour le LKP. **Je lui ai dit que nous ne sommes pas des larbins** pour nous inviter Ã une quelconque rÃ©union des Ã©tats gÃ©nÃ©raux et Ã 24 heures de la visite de M. Sarkozy.

Source : Europe 1 : Nicolas Sarkozy en tournÃ©e aux Antilles
24/06/09

VII - France Inter : Entretien avec Nicolas Demorand

Le prÃ©sident arrive en Martinique aujourd'hui puis se rend demain en Guadeloupe : qu'attendez vous Elie Domota de ce dÃ©placement ?

Cela fait maintenant 6 mois que nous sommes mobilisÃ©s, 6 mois qu'il y a plein de grÃ¨ves en Guadeloupe. Depuis la signature du protocole d'accord le 4 mars dernier, les grÃ¨ves n'ont pas arrÃªtÃ©. Il y a aussi un certain nombre de problÃ¨mes qui se sont aggravÃ©s du fait mÃªme des dÃ©cisions de l'Ã©tat ; par exemple l'arrÃªtÃ© d'extension de l'accord Jacques BINO pris par M. Hortefeux a entraÃ®nÃ© une discrimination salariale au niveau des travailleurs en Guadeloupe et par ailleurs une distorsion de concurrence entre les employeurs, en ce sens qu'il a supprimÃ© la clause de convertibilitÃ© qui maintenait les 200 euros d'augmentation au delÃ de 3 ans.
AjoutÃ© Ã cela, on voit l'Ã©tat alliÃ© au patronat revenir tous deux sur des engagements qui avaient Ã©tÃ© pris... Le RSTA tel qu'il est appliquÃ© en Guadeloupe ne correspond pas du tout Ã ce qui avait Ã©tÃ© nÃ©gociÃ©... Il y a un certain nombre de produits sur lesquels il y a eu une baisse des prix ; mais dans le mÃªme temps on constate que d'autres produits ont augmentÃ©... Il y a des hÃ´tels qui ont fermÃ© et il y a des centaines de salariÃ©s qui sont quasiment Ã la rue... Et sur tout cela on n'entend personne, comme si tout allait pour le mieux ; alors que la situation est toujours aussi tendue.

Vous dites Elie Domota que sur la baisse des prix qui Ã©tait une des revendications, et sur la hausse des bas salaires, rien n'a vÃ©ritablement changÃ© aujourd'hui ?...

Si, les choses ont changÃ© mais il y a une tentative de l'Ã©tat et du patronat de revenir sur ces engagements et de revenir Ã l'avant 20 janvier.

Ca veut dire quoi, "une tentative de l'Ã©tat et du patronat", exactement ?!... Vous faites rÃ©fÃ©rence Ã quoi ?!

Eh bien [s'agissant de] l'accord salarial. Cet accord salarial que nous avons nÃ©gociÃ© avec le patronat prÃ©voit la prise en charge des 200 euro par les patrons au delÃ de 3 ans... Eh bien figurez vous que dÃ©but avril le ministre du travail - M. Hortefeux - a pris un arrÃªtÃ© d'extension qui supprime cette possibilitÃ©. DÃ¨s lors le patronat [non signataire de l'accord jacques BINO initial] n'a aucune obligation de prendre en charge ces 200 euro au delÃ des 3 ans...Ce qui fait que nous avions dÃ©jÃ signÃ© des accords d'entreprise pour environ 50 000 salariÃ©s sur les 80 000 concernÃ©s : aujourd'hui il y 30 000 personnes qui vont perdre le bÃ©nÃ©fice des augmentations de salaire. La dÃ©cision de l'Ã©tat entraÃ®ne de facto une distorsion de concurrence et une discrimination salariale. Et face Ã cela, c'est l'incomprÃ©hension la plus totale...

Allez vous rencontrer le prÃ©sident de la rÃ©publique ou certains de ses conseillers ?

Non, aucune invitation n'a Ã©tÃ© faite au LKP pour rencontrer le prÃ©sident de la rÃ©publique franÃ§aise...

Est-ce que vous regretterez Yves JÃ©go qui vient de passer la main et de quitter son poste ?

Nous pensons que M. JÃ©go a compris pas mal de choses : le fait qu'il soit restÃ© ici prÃ¨s d'une dizaine de jours cela lui a permis de comprendre. Aujourd'hui ce que nous attendons surtout ce sont des rÃ©ponses prÃ©cises par rapport aux revendications que nous posons.

Encore une question sur ce sujet : visiblement Yves JÃ©go prend trÃ¨s mal son Ã©viction du gouvernement - c'est Jean FranÃ§ois Aquili qui le raconte dans le journal de 7H30... Qu'en pensez vous et comment analysez vous ce dÃ©part ?

D'aprÃ¨s les bruits de couloir, d'aprÃ¨s les rumeurs, il semblerait que le patronat ait eu "sa tÃªte"... Cela prouve ce que nous dÃ©nonÃ§ons depuis tantÃ´t : la connivence qu'il peut y avoir entre les bÃ©kÃ©s et certaines artÃ¨res du pouvoir central.

Ce sont des rumeurs ?!...

Rumeur ou pas... Je reviens sur l'arrÃªtÃ© d'extension : la seule organisation patronale qui se soit opposÃ©e Ã l'accord salarial c'est une organisation minoritaire - le MEDEF Guadeloupe - contrÃ´lÃ©e par les bÃ©kÃ©s. Et comme par hasard, pour faire allÃ©geance au MEDEF M. Hortefeux a cassÃ© l'accord salarial, alors que la quasi totalitÃ© des organisations patronales ont signÃ© cet accord... Donc quelque part il y a toujours une connivence Etat - MEDEF au dÃ©triment des travailleurs et du peuple guadeloupÃ©en.

Et quelles sont alors vos revendications aujourd'hui ?

Pour faire court : La mise en oeuvre de la pleine application de l'accord salarial ; le maintien de l'emploi dans le secteur de l'hÃ´tellerie - les 750 emplois. Il y a Ã©galement la formation et l'emploi des jeunes : aujourd'hui rien n'est fait Ã ce sujet, alors que nous avons un taux de chÃ´mage qui est de 60% chez les jeunes de moins 25 ans. Il y a tout ce qui concerne aussi la pollution au chlordÃ©cone, la situation des personnes Ã¢gÃ©es et des personnes handicapÃ©es... Et bien entendu le reste des points Ã examiner sur la plateforme de revendications.

Et pourquoi avez-vous refusÃ© de dÃ©fendre ces revendications aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux de l'outre mer ?

Les Ã©tats gÃ©nÃ©raux n'Ã©taient pas le lieu oÃ¹ l'on pouvait dÃ©fendre les revendications. Les revendications, nous les avons dÃ©fendues pendant les 44 jours de grÃ¨ve et il Ã©tait convenu que nous puissions nous revoir pour continuer Ã nÃ©gocier. Mais en fin de compte l'Ã©tat s'est dÃ©robÃ©, prÃ©fÃ©rant faire ses Ã©tats gÃ©nÃ©raux pour tout simplement appliquer ce qu'il a dÃ©jÃ dÃ©cidÃ© Ã Paris depuis belle lurette - notamment la fusion des Conseils gÃ©nÃ©ral et rÃ©gional qu'a annoncÃ©e M. Sarkozy lundi dernier au CongrÃ¨s de Versailles.
Tout le monde sait aujourd'hui que ce qui va Ãªtre arrÃªtÃ© dans le cadre des Ã©tats gÃ©nÃ©raux, ce sont des dÃ©cisions qui ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es et validÃ©es Ã Paris dans le cadre de la stratÃ©gie de croissance pour l'outre mer. Il s'agit aujourd'hui pour L'Ã©tat de trouver une caution populaire pour appliquer ces directives...

Est ce que le LKP a aujourd'hui en Guadeloupe le soutien populaire en Guadeloupe ? on entendait dans les diffÃ©rents journaux de France Inter des propos plus que mesurÃ©s des guadeloupÃ©ens sur ce collectif...

Je vous invite Ã venir sur place. Aujourd'hui les guadeloupÃ©ens disent qu'ils aspirent Ã un changement durable et profond dans leur vie.

Creative Commons by-nc-nd 2.0 - UGTG.org - la Centrale UGTG